

# Une seule entité pour financer l'audiovisuel bruxellois

BRUXELLES La structure « Screen.brussels » doit doper le cinéma

► La Région bruxelloise a mis en place un nouvel organisme pour le financement de l'audiovisuel.

► Screen.brussels va permettre de mettre en avant la Région.

**B**ruelles a enfin compris que la culture et l'audiovisuel étaient aussi porteurs d'un poids économique et qu'il fallait aider l'industrie cinématographique. » La députée libérale Marion Lemesre avait créé voici une dizaine d'années une structure pour aider les productions audiovisuelles à s'implanter en Région bruxelloise. Quelques années plus tard, elle a plaidé pour la création de Bruxellimage, équivalent bruxellois de Wallimage, afin d'éviter la poursuite de la délocalisation des sociétés de productions vers la Wallonie. Aujourd'hui, le secteur est réformé et tous les organismes d'aides à cette industrie sont regroupés sous une seule bannière : screen.brussels.

La ligne de crédit Bruxellimage/Wallimage a été mise sur pied en 2009. Elle permettait de financer des projets cinématographiques qui se déroulaient en coproduction entre des sociétés étrangères, bruxelloises et wallonnes. Du coup, pour

pouvoir être éligibles, certaines sociétés historiquement bruxelloises ont pris des bureaux en Wallonie afin d'y inscrire des membres de leur personnel.

Dès la première année de sa création, le fonds avait permis le financement de 17 projets. En mettant 788.000 euros sur la table, il y avait eu 11 millions d'euros de dépensés à Bruxelles, ce qui avait permis la création de nombreux emplois. A présent, l'investissement est d'un million d'euros mais cela n'était pas assez aux yeux de Marion Lemesre.

## Une seule bannière pour le financement de l'audiovisuel

Le 17 décembre dernier, sous l'impulsion du ministre-président Rudi Vervoort (PS) et du ministre de l'Economie, Didier Gosuin (Défi), Bruxellimage a subi une profonde refonte. « Plusieurs acteurs régionaux travaillent depuis plusieurs années dans le domaine de l'audiovisuel, explique Rudi Vervoort. Il nous importait de rassembler l'ensemble des acteurs sous une bannière unique qui se nomme screen.brussels. Dès ce mois, nous aurons donc la film commission, un cluster sectoriel, un fonds et screen business. »

Le screen.brussels film commission reprendra les activités de l'actuel Brussels film office, qui aide les productions à

trouver des lieux de tournage et obtenir les autorisations nécessaires. Le screen.brussels fund reprend, lui, les activités de Bruxellimage. Le screen.brussels business est une ligne de financement d'un million d'euros de la SRIB (société régionale d'investissement).

La SRIB pourra ainsi prendre des parts dans les entreprises audiovisuelles. Les modalités de mise en œuvre doivent encore être finalisées. Les entreprises concernées devront être actives dans les domaines de l'audio, de l'informatique, du montage ou des fournisseurs de biens et services dédiés au secteur. Les actions pourront se faire sous forme de prêts ou de capital. La SRIB a d'ailleurs déjà accordé en décembre dernier près de 500.000 euros à la société de production bruxelloise Umedia.

Enfin, le troisième volet de la réforme concerne la mise en place d'une structure dédiée aux coproductions audiovisuelles sur le territoire de la Région. Cette structure prend la forme d'une AS-BL dont les statuts ont été approuvés fin 2015. « Je pense qu'une ordonnance aurait été plus efficace, complète Marion Lemesre. Ainsi, les missions auraient été plus claires, mais cela prenait également plus de temps pour être mis en place. Il faudra donc être attentif et éventuellement effectuer des modifications ultérieurement. Cependant, cela permet une continuité dans les projets, élément essentiel pour le secteur. »

Le screen.brussels fund sera doté d'une somme de 3 millions d'euros, ce qui permet de doubler la participation régionale bruxelloise. « Le règlement de ce fonds 100 % bruxellois est en cours de réalisation et un premier appel à projets sera lancé dans les semaines qui viennent », conclut Rudi Vervoort. ■

VANESSA LHUILLIER

## ÉCONOMIE

### Un vivier d'emplois

On estime que l'industrie de l'audiovisuel représente environ 5.000 emplois dans la capitale. Les retombées économiques sont donc importantes, mais la Région ne souhaite pas se limiter au financement des sociétés pour doper le secteur. Avec la création de la Cité des médias à Reyers, elle souhaite mettre en place un véritable pôle média. Déjà actuellement, de nombreuses sociétés actives dans ce domaine sont implantées à Evere et Schaerbeek. Avec la cité, des partenariats doivent encore être renforcés entre les structures. Une réflexion doit aussi être portée sur l'utilisation du studio 6 de la RTBF.

V.L.H.